

Arrêté du 22 septembre 2000 portant inscription des substances actives fluroxypyr, prohexadione-calcium et metsulfuron méthyle et modifiant l'arrêté du 14 avril 1998 établissant la liste des substances actives dont l'incorporation est autorisée dans les produits phytopharmaceutiques

NOR : AGRG0001949A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la directive 2000/10/CE de la Commission du 1^{er} mars 2000 inscrivant une substance active (fluroxypyr) à l'annexe I de la directive n° 91/414/CEE du Conseil concernant la mise sur le marché de produits phytopharmaceutiques ;

Vu la directive 2000/49/CE de la Commission du 26 juillet 2000 inscrivant une substance active (le metsulfuron méthyle) à l'annexe I de la directive 91/414/CEE du Conseil concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques ;

Vu la directive 2000/50/CE de la Commission du 26 juillet 2000 inscrivant une substance active (le prohexadione-calcium) à l'annexe I de la directive 91/414/CEE du Conseil concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques ;

Vu le décret n° 94-359 du 5 mai 1994 relatif au contrôle des produits phytopharmaceutiques, et notamment son article 9-IV ;

Vu l'arrêté du 6 septembre 1994 modifié portant application du décret n° 94-359 du 5 mai 1994 relatif au contrôle des produits phytopharmaceutiques ;

Vu l'arrêté du 14 avril 1998 modifié établissant la liste des substances actives dont l'incorporation est autorisée dans les produits phytopharmaceutiques,

Arrête :

Art. 1^{er}. – L'annexe de l'arrêté du 14 avril 1998 susvisé est complétée comme suit :

SUBSTANCE active	EXIGENCES CONCERNANT LA SUBSTANCE ACTIVE	DÉLAIS POUR RÉVISER LES AUTORISATIONS de mise sur le marché
Fluroxypyr.	<p>1. Identité : Nom commun : fluroxypyr. Dénomination de l'UICPA : acide 4-amino-3,5-dichloro-6-fluoro-2-pyridyloxyacétique.</p> <p>2. Conditions particulières à remplir :</p> <p>2.1. La substance active telle que manufacturée doit avoir une pureté minimale de 950 g/kg.</p> <p>2.2. Seules les utilisations en tant qu'herbicide peuvent être autorisées :</p> <p>2.3. Pour la mise en œuvre des principes uniformes prévus à l'annexe VI, il sera tenu compte des conclusions du rapport d'examen sur le fluroxypyr, et notamment de ses annexes I et II, telles que mises au point par le comité phytosanitaire permanent le 30 novembre 1999. Dans cette évaluation générale, les Etats membres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - tiennent compte des informations supplémentaires requises au point 7 du rapport d'examen ; - doivent accorder une attention particulière à la protection des eaux souterraines ; - doivent accorder une attention particulière aux effets sur les organismes aquatiques et veiller à ce que les conditions d'autorisation comportent, le cas échéant, des mesures visant à réduire les risques. <p>3. Date d'expiration de l'inscription : le 30 novembre 2010.</p>	<p>Pour les produits contenant uniquement la substance active fluroxypyr, la révision des autorisations doit intervenir au plus tard au 1^{er} décembre 2004.</p> <p>Toutefois, pour les produits contenant du fluroxypyr et d'autres substances actives non encore inscrites dans cette annexe, cette révision interviendra dans les 4 ans à compter de l'inscription dans l'annexe de la dernière de ces substances actives.</p>
Metsulfuron méthyle.	<p>1. Identité : Nom commun : metsulfuron méthyle. Dénomination de l'UICPA : benzoate de méthyle-2-(4-méthoxy-6-méthyl-1,3,5-triazin-2-ylcarbamoysulfamoyl).</p> <p>2. Conditions particulières à remplir :</p> <p>2.1. La substance active telle que manufacturée doit avoir une pureté minimale de 960 g/kg.</p> <p>2.2. Seules les utilisations en tant qu'herbicide peuvent être autorisées.</p> <p>2.3. Pour la mise en œuvre des principes uniformes prévus à l'annexe VI, il sera tenu compte des conclusions du rapport d'examen sur le metsulfuron méthyle, et notamment de ses annexes I et II, telles que mises au point par le comité phytosanitaire permanent le 16 juin 2000. Dans cette évaluation générale, les Etats membres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - doivent accorder une attention particulière à la protection des eaux souterraines ; - doivent accorder une attention particulière aux effets sur les organismes aquatiques et veiller à ce que les conditions d'autorisation comportent, le cas échéant, des mesures visant à réduire les risques. <p>3. Date d'expiration de l'inscription : le 30 juin 2011.</p>	<p>Pour les produits contenant uniquement la substance active metsulfuron méthyle, la révision des autorisations doit intervenir au plus tard au 1^{er} juillet 2005.</p> <p>Toutefois, pour les produits contenant du metsulfuron méthyle et d'autres substances actives non encore inscrites dans cette annexe, cette révision interviendra dans les 4 ans à compter de l'inscription dans l'annexe de la dernière de ces substances actives.</p>
Prohexadone-calcium.	<p>1. Identité : Nom commun : prohexadone-calcium. Dénomination (UICPA) : calcium 3,5-dioxo-4-propionylcyclohexanecarboxylate.</p> <p>2. Conditions particulières à remplir :</p> <p>2.1. La substance active telle que manufacturée doit avoir une pureté minimale de 890 g/kg.</p> <p>2.2. Seules les utilisations en tant que régulateur de croissance végétale peuvent être autorisées.</p> <p>Pour la mise en œuvre des principes uniformes prévus à l'annexe VI, il sera tenu compte des conclusions du rapport d'examen sur le prohexadone-calcium, et notamment de ses annexes I et II, telles que mises au point par le comité phytosanitaire permanent le 16 juin 2000.</p> <p>3. Date d'expiration de l'inscription : le 1^{er} octobre 2010.</p>	<p>Pour les produits contenant uniquement la substance active prohexadone-calcium, la révision des autorisations doit intervenir au plus tard au 1^{er} janvier 2002.</p> <p>Toutefois, pour les produits contenant du prohexadone-calcium et d'autres substances actives non encore inscrites dans l'annexe, cette révision interviendra dans les délais fixés par la directive inscrivant la dernière de ces substances actives dans cette annexe.</p>

Art. 2. – La directrice générale de l'alimentation est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 septembre 2000.

Pour le ministre et par délégation :
La directrice générale de l'alimentation,
C. GESLAIN-LANÉLLE